

Aux Membres du Parlement
européen

[Lettre envoyée par courriel]

Cher Membre du Parlement européen,

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre élection et de vous souhaiter un mandat fructueux et gratifiant.

La CES est fermement engagée vis-à-vis de l'Union européenne, du modèle social européen et de la démocratie en Europe, particulièrement au travers du Parlement européen.

Le nouveau Parlement européen démarre ses travaux à un moment crucial pour l'Europe. L'euro a sans doute été sauvé mais la crise est loin d'être terminée. Il y a plus de 25 millions de chômeurs et, avec 7,5 millions de jeunes qui ne travaillent pas, ne suivent pas d'études ou de formation, nous sommes face au risque d'une génération perdue.

Les résultats des élections européennes illustrent la distance croissante entre les travailleurs et les citoyens d'une part et les institutions européennes et leurs dirigeants d'autre part. Ils démontrent clairement que les politiques d'austérité des cinq dernières années n'ont pas réussi à convaincre les électeurs.

Dans son Rapport mondial sur la protection sociale 2014/15, l'agence des Nations unies, l'Organisation internationale du travail, écrit « la pauvreté et l'exclusion sociales touchent actuellement 123 millions de personnes dans l'Union européenne, soit 24 pour cent de la population, dont beaucoup d'enfants, de femmes, de personnes âgées et de personnes handicapées. Le coût de l'ajustement est supporté par les populations qui sont confrontées à des suppressions d'emplois et des revenus plus faibles depuis plus de cinq ans. Les faibles niveaux de revenu des ménages donnent lieu à une baisse de la consommation intérieure et de la demande, ce qui freine la reprise. Les réussites du modèle social européen, qui avait su considérablement réduire la pauvreté après la Seconde Guerre mondiale, sont minées par des réformes d'ajustement à court terme. »

La CES appelle l'Union européenne à adopter d'urgence de nouvelles politiques afin de combattre la crise et de restaurer la confiance dans l'Union européenne et les principaux courants démocratiques.

La CES appelle le nouveau Parlement européen à faire tout ce qui est en son pouvoir pour parvenir à :

- ***Une stratégie revitalisée en faveur de l'emploi comme première priorité de l'UE et un plan d'investissement européen ambitieux pour créer des emplois de qualité et relancer l'industrie.*** Un financement européen et national, public et privé, est nécessaire pour soutenir l'innovation industrielle, la recherche-développement, l'éducation, la formation, la santé, la garantie jeunes ainsi qu'une transition juste vers un développement durable. Outre un plan

d'investissement, l'Europe a besoin d'une nouvelle politique industrielle pour faire redémarrer l'économie.

- **Mettre fin à l'austérité.** Il est nécessaire d'assainir les finances publiques mais pas en démantelant la protection et les prestations sociales. Modifier les recommandations par pays de la Commission européenne est urgent et indispensable.
- **Une politique fiscale plus équitable.** De nouvelles mesures **contraignantes** sont nécessaires pour lutter contre l'évasion et la fraude fiscales. L'UE doit également intensifier la lutte contre le travail non déclaré.
- **Garantir que les libertés économiques ne priment pas sur les droits sociaux fondamentaux.** Le principal objectif de l'UE doit être l'amélioration des conditions de vie et de travail de ses citoyens, un engagement qui devrait prendre la forme d'un « Protocole de progrès social » à joindre aux Traités.
- **Repenser REFIT.** La santé et la sécurité, tout comme d'autres droits des travailleurs, profitent à l'économie et ne représentent pas une charge pour celle-ci. Il faut les rayer de la liste des « lourdeurs administratives » de la Commission.
- **La fin du travail précaire et des bas salaires.** Un salaire social minimum doit être instauré sur base de principes européens communs.
- **Un dialogue social et des négociations collectives.** Le dialogue social est essentiel pour les économies les plus florissantes d'Europe et doit être favorisé dans l'ensemble de l'UE et non pas être démantelé par la Troïka ou miné par les recommandations économiques de la Commission.
- **Une directive cadre en matière de restructurations.**
- De nouvelles initiatives pour mettre en œuvre la **directive sur l'égalité des rémunérations.**
- **Le même traitement pour les travailleurs migrants** et les autres travailleurs. En particulier :
 - Une directive cadre pour harmoniser les différentes définitions et règles relatives à l'égalité de traitement contenues actuellement dans plusieurs directives de l'UE afin de garantir une véritable égalité pour tous ;
 - Des actions visant à améliorer l'intégration des ressortissants de pays tiers dans le marché du travail et la société civile au sein de l'UE ;
 - Davantage de coordination et de solidarité dans la politique de l'UE pour faire face aux arrivées aux frontières extérieures et une régularisation sélective des migrants sans papier.
- **Une stratégie européenne ambitieuse pour la santé, la sécurité et l'hygiène au travail** tout en évitant d'affaiblir encore la directive sur le temps de travail.
- **Des services publics de qualité et des services d'intérêt général.** L'UE doit fixer de nouveaux et ambitieux objectifs d'aide à l'enfance, définir et adopter des objectifs pour la prise en charge des personnes âgées et exiger que la Commission européenne présente sa directive sur le congé des soignants.

- **Des accords commerciaux** qui soient négociés au grand jour et dans l'intérêt public, favorisent les droits des travailleurs et ne remettent pas en question les services publics ou le droit de réglementer.

Si elles sont mises en œuvre, ces mesures contribueront à rétablir la confiance du public en l'Europe et ses institutions et montreront aux citoyens que l'Union européenne agit dans l'intérêt de tous.

Je vous invite avec insistance à soutenir ces mesures et à vous y référer pour évaluer les politiques et les propositions de la Commission européenne et du Conseil.

Veuillez croire, cher Membre du Parlement européen, en l'assurance de ma haute considération.



Bernadette Ségol
Secrétaire générale